

Daniel Jebrac (Daniel Bensaïd)

**Brésil**

## **Le Parti des travailleurs à l'épreuve de la pratique**

*Depuis le début 1981, le Brésil est entré brutalement dans la récession. Pendant le premier semestre, la production des industries de transformation a reculé en moyenne de 4,8 %. La production métallurgique – à elle seule – a chuté de 14 % et les ventes d'automobiles de 42 %. Au cours des douze derniers mois, sur les 400 000 métallurgistes de Sao Paulo, près de 100 000 ont été licenciés, soit 23 % de l'effectif total.*

*Face à cette situation, le gouvernement a opté pour une politique résolument déflationniste, visant à rééquilibrer le commerce extérieur <sup>1/</sup>. Cette nouvelle politique a eu pour résultat immédiat de freiner l'inflation, qui se stabilise ces derniers mois à un taux d'environ 110 % annuel, et de rééquilibrer la balance du commerce extérieur. Ce résultat est toutefois hypothéqué par la hausse du dollar, qui provoque une augmentation spectaculaire du service de la dette extérieure. Cette dernière atteindra ainsi, à la fin de l'année, 65 milliards de dollars selon les prévisions officielles et 75 milliards selon des publications économiques spécialisées qui semblent plus proches de la vérité.*

*L'évolution de la situation économique et sociale pèse sur la radicalisation et les luttes du mouvement ouvrier. Les luttes salariales dures mais localisées ont de plus en plus de*

*mal à obtenir des résultats. On peut considérer qu'elles ont connu leur apogée avec la grande grève de 41 jours des métallurgistes de Sao Bernardo, en avril-mai 1980. Depuis, on enregistre un net recul du nombre de luttes. Alors qu'on estimait le nombre de journées de grèves dans l'industrie à un million en 1978 et à 2,5 millions en 1979, il était passé à 750 000 seulement en 1980 malgré la grève marathon de Sao Bernardo. Le recul s'est prolongé en 1981.*

*Ainsi, la traditionnelle campagne pour les négociations salariales semestrielles en cours donne des signes évidents de faiblesse. L'assemblée des métallurgistes de Sao Paulo préparatoire aux négociations a été la plus clairsemée depuis des années. Dans nombre de catégories, les directions syndicales en place vont seules à la négociation et se dispensent de faire élire des commissions chargées de négocier, plus larges et démocratiques, dont la tradition s'était imposée depuis quelques années. L'an dernier, 240 000 coupeurs de cannes de l'État de Pernambouc regroupés en 43 syndicats ; avaient organisé une grève combative et obtenu des conquêtes substantielles. Cette année, seulement 5 des 43 syndicats ont réussi à réunir le quorum nécessaire pour adopter la plate-forme revendicative. C'est que, pour défendre les salaires, il faut encore avoir un emploi. Or, le maintien et la défense de l'emploi sont devenus, face à la crise et aux licenciements massifs qui touchent jusqu'aux secteurs les plus concentrés et combatifs, comme l'automobile, un objectif de lutte immédiat, qui réclame un rapport de forces allant bien au-delà de la seule entreprise ou même de la seule catégorie.*

*C'est sur cette difficulté stratégique pour le mouvement ouvrier combatif que misent la bureaucratie syndicale jaune et le PC pour*

accepter l'idée d'un « pacte social ». Ainsi pour les négociations en cours dans la métallurgie de Sao Paulo, Joaquim <sup>2/</sup> a-t-il déjà proposé – au mépris des décisions majoritaires du Conclat – d'échanger la « productivité contre la stabilité » : c'est-à-dire de renoncer aux 15 % d'augmentation salariale traditionnellement accordés au-dessus de l'indice officiel au titre de gain de productivité, en échange de la stabilité de l'emploi... pour un an !

Le recul relatif de l'activité directe de la classe ouvrière sur le plan des grèves ne signifie pas cependant un reflux généralisé, mais un processus de radicalisation plus contradictoire et différencié.

D'une part, la misère pousse à l'exaspération la paysannerie pauvre et le sous-proléariat urbain. Ainsi, au mois d'août, Salvador de Bahia, qui est loin d'avoir les traditions de luttes prolétariennes de Sao Paulo, Belo Horizonte ou Porto Alegre, a connu de véritables émeutes contre l'augmentation des prix du transport. En une seule journée, plus de 80 autobus ont été incendiés et détruits par les usagers. Une étude a révélé que 30 % de la population étaient obligés d'aller travailler à pied, souvent à des kilomètres de leur domicile, car les tarifs leur étaient devenus inaccessibles. Au mois de septembre, la presse recensait de même plus de 900 occupations de terres par des paysans ou à la périphérie des villes ; et, dans un pays aussi immense, ce type de recensement est forcément très partiel.

D'autre part, la fraction la plus expérimentée et consciente du mouvement ouvrier ressent de plus en plus clairement le besoin d'instruments permettant de généraliser, coordonner, centraliser les luttes, pour passer à un autre niveau de la confrontation avec la dictature et sa politique de chômage et de misère. C'est ce qui explique, malgré le recul du

<sup>1/</sup> Daniel Jebrac, « L'ouverture » à l'épreuve de l'austérité et des mobilisations ouvrières, *Inprecor*, n° 109, du 28 septembre 1981.

<sup>2/</sup> Joaquim de Andrade, chef de file et symbole de la bureaucratie syndicale jaune. Président du syndicat des métallurgistes de Sao Paulo ; cf. interview de Lula sur le bilan du Conclat, *Inprecor*, n° 111, du 26 octobre 1981. Présent sur ce site.

nombre de jours de grève, les résultats favorables à la tendance combative et radicale dans les élections syndicales tests de la métallurgie de Sao Bernardo et Sao Paulo (ainsi que dans les banques de Porto Alegre), le succès du congrès de la classe travailleuse (Conclat) qui a surpris les dirigeants syndicaux « authentiques » eux-mêmes, et le succès éclatant du Parti des travailleurs (PT) dans sa campagne d'affiliation et de légalisation : trois ans à peine après que l'idée d'un tel parti ait été lancée, en mai 1978, le PT, sorti du néant, compte désormais près de 250 000 affiliés <sup>3/</sup>.

Du fait même de la nature des obstacles rencontrés, la radicalisation s'élargit du terrain social au terrain politique, mais au prix d'inégalités et de différenciations qu'il pourrait être périlleux de sous-estimer. Ainsi, le Conclat est un succès indiscutable et un pas décisif dans la voie de la Centrale unique des travailleurs (Cut) et, de plus, le courant classiste et combatif y a montré sa force ; mais on ne saurait oublier pour autant que les 5 200 délégués et le millier de structures syndicales représentées sont loin d'exprimer la réalité du mouvement syndical brésilien dans son ensemble. De même, avec ses 250 000 affiliés, le PT est un parti de masse, mais la part de ses affiliés organisés de façon militante dans les noyaux de base ne représente qu'une fraction minoritaire de cette masse, une avant-garde dont la pression se traduit directement

<sup>3/</sup> Ces affiliations, comptabilisées à 220 000 lors du II<sup>e</sup> congrès du PT, en août 1981, sont significatives dans la mesure où tout affilié doit remplir un formulaire à cinq exemplaires, nécessaire à la procédure de légalisation du parti.

<sup>4/</sup> Le PMDB est l'héritier du MDB (Mouvement démocratique brésilien), unique interlocuteur d'opposition toléré par le parti au pouvoir (Arena, aujourd'hui PDS) dans le cadre du système bipartite mis en place par la dictature. Le PMDB est déjà un parti libéral bourgeois et encore un front puisqu'il abrite sous son sigle le Parti communiste, le PC do Brasil (pro-albanais), le ME-8 (mouvement néostalinien d'origine guérillériste).

sur les prises de position des directions. La crise économique et la récession réduisent encore les maigres concessions que le patronat et le gouvernement pouvaient espérer faire dans la perspective des élections annoncées pour 1982. Aussi font-elles peser de sombres menaces sur le processus d'« ouverture graduelle et contrôlée » dont aime à parler le président Figueiredo.

Le danger est d'autant plus réel que le processus d'« ouverture » au Brésil s'est engagé à l'époque de la campagne internationale de Carter sur la question des droits de l'homme. L'élection de Reagan s'est déjà soldée par un réchauffement des relations entre les États-Unis et la dictature argentine (dont certains dignitaires militaires ont déjà offert leurs services pour une éventuelle intervention au Salvador). Elle pourrait favoriser de même les projets du secteur de l'armée brésilienne qui voit d'un mauvais œil les dangers d'une « ouverture », si contrôlée, prudente et limitée soit-elle.

Mais, après l'infarctus du président Figueiredo, en fin de compte, c'est le vice-président Aureliano Chaves qui a assumé les fonctions présidentielles en affirmant son attachement au processus d'« ouverture » et son engagement à tenir les élections prévues l'an prochain. Ainsi, le Brésil a un président civil pour la première fois depuis 1964...

La crise économique risque en effet de se doubler d'une crise politique. Mais la classe ouvrière n'est pas encore assez organisée et centralisée pour la dénouer à son profit. La bourgeoisie n'est pas rassemblée autour d'un projet homogène et navigue entre l'état d'exception et la libéralisation au compte-gouttes. Le parti de la dictature, le Parti démocrate social (PDS) risque, d'après les sondages, de perdre l'an prochain la direction de 14 États sur 21 (dont les plus importants : Sao Paulo,

Rio Grande do Sul, Rio, Pernambouc, Minas...), à l'occasion des premières élections de gouverneurs au suffrage universel depuis 1964. Aussi, pour pouvoir continuer d'avancer dans la voie de l'ouverture étroite et surveillée, aura-t-il besoin de partenaires fiables au sein même de l'opposition, capables de lui garantir un pacte social aussi bien qu'un pacte politique de transition. Le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), avec en son sein un PC docile et zélé, est le mieux à même de tenir ce rôle, conformément au système bipartite initialement imaginé par les stratèges de la dictature <sup>4/</sup>.

Tout concourt donc à faire de l'année qui s'annonce une année décisive pour la construction d'une direction de lutte de classe du mouvement ouvrier. Le PT définira en janvier sa politique électorale. En août devrait se tenir le congrès constitutif de la Centrale unique des travailleurs. Entre septembre et novembre devraient avoir lieu les élections à la Chambre des députés, au Sénat, ainsi que les élections municipales et les élections des gouverneurs. Ce seront autant de tests et d'épreuves pour la construction du PT. La période d'affiliation et d'accumulation de forces n'est pas terminée, mais il passe déjà de sa phase initiale de croissance organique à une nouvelle phase de définition stratégique. Le navire a pris la mer. Les problèmes de navigation commencent. C'est le moment où la boussole devient nécessaire.

### **Le PT devant la question électorale**

La résolution adoptée le 9 août dernier à une large majorité par le II<sup>e</sup> congrès du PT affirme : « Le PT présentera en 1982 des candidats à tous les niveaux, pour tous les mandats législatifs et exécutifs, en participant sous son propre sigle et en maintenant son indépendance

politique. » Le PT s'est ainsi engagé à traduire de façon concrète, sur le terrain électoral, sa propre définition comme parti de classe, indépendant de la bourgeoisie.

Il est cependant à prévoir, à l'approche des échéances électorales, que les pressions vont se multiplier pour renverser ce cours. Les partis de l'opposition libérale, et en premier lieu le PMDB, accuseront le PT de diviser le front de l'opposition contre la dictature. Cette accusation pèsera d'autant plus lourd que l'avenir de l'«*ouverture*» apparaîtra menacé. Elle se nourrira en outre de la lourde hérédité de la politique brésilienne : marchandages électoraux, clientélisme et rôle des caciques locaux, collaboration de classe parrainée par le populisme. La naissance d'un mouvement ouvrier indépendant est une rude bataille, qui est loin d'être gagnée malgré les premiers succès du PT. Dans son discours de clôture à la Convention de légalisation du PT, le 28 septembre, Lula a apporté une première réponse à ce chantage unitaire : « Nous ne nous sommes pas constitués pour diviser l'opposition, puisque nous n'avons jamais accepté que le bipartisme monté par le régime autocratique devienne un critère d'unité <sup>5/</sup>. »

En effet, le PMDB, qui est à la fois un parti et un front de partis, est l'héritier du MDB, opposition légale et tolérée dans le système bipartite mis en place par la dictature. Lors des précédentes élections, qui revêtaient un

5/ Discours de clôture à la Convention de légalisation du PT en septembre 1981, voir *Inprecor* n° 111, du 26 octobre 1981.

6/ Le Parti démocrate social (PDS) est le parti actuellement au pouvoir. Le Parti populaire (PP) est un parti bourgeois de la haute finance. Le PTB est aujourd'hui exsangue. Le PDT, issu du PTB, garde une influence dans le Rio Grande do Sul et à Rio, où Lionel Brizola veut se présenter.

7/ « La social-démocratie et les accords électoraux », octobre 1906, *Œuvres*, tome XI.

8/ *Zur Verteidigung der Partei*, Rohwolt Verlag, p. 151, cité par Alain Brossat, in *Aux origines de la Révolution permanente*, Maspero, p. 148.

caractère plébiscitaire, le vote pour le MDB est souvent apparu comme un vote de censure contre la dictature. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Malgré les obstacles énormes de la législation autoritaire, le PT a gagné de haute lutte son droit à l'existence légale et à la participation électorale. Si les élections ont lieu, quatre autres partis au moins y participeront : le PDS, parti au pouvoir ; le Parti populaire ; le Parti du travail (PDT) de Lionel Brizola ; le Parti travailliste du Brésil (PTB) d'Ivete Vargas, fille de l'ancien président <sup>6/</sup>...

Le vote pour ces partis n'aura plus seulement le sens d'un vote contre la dictature, mais aussi d'un vote pour tel ou tel projet. Pris comme un tout, le PMDB représente sans aucun doute un parti libéral bourgeois. Il vient de recevoir le renfort de l'ancien président Janio Quadros et présentera aux postes de gouverneur des candidats qui sont des bourgeois types, comme Montorero à Sao Paulo ou Pedro Simon à Porto Alegre. En descendant vers la base et en s'éloignant des métropoles urbaines, le PMDB devient plus hétérogène et nébuleux ; il conserve certaines caractéristiques du front d'opposition qu'il fut originellement. L'année qui s'ouvre réserve de rudes épreuves au PMDB lui-même. Le poids de la crise économique et les incertitudes de l'«*ouverture*» le conduiront de plus en plus à jouer le rôle de béquille de la dictature, de garant d'un éventuel pacte social et d'un compromis sauvegardant la colonne vertébrale de la dictature (comme l'exprime déjà sa perspective de «*Constituante avec Figueiredo*»).

En 1906, pour les élections à la deuxième Douma, et après la défaite d'une insurrection, les sociaux-démocrates russes ont été confrontés à une forte pression en faveur d'un front électoral de toute l'opposition libérale contre

la réaction tsariste. Trotski lui-même admettait le soutien aux libéraux du Parti cadet (constitutionnel démocrate) face aux candidats du tsarisme. À la différence des mencheviques, il affirmait cependant que ce soutien avait pour but de les démasquer et de les compromettre : « Notre principe doit être de toujours mettre en opposition les actes et les paroles des cadets, dans les cas où les promesses vont plus loin que les actes [...]. Dans son essence, le soutien que nous accordons au libéralisme constitue le revers de notre combat contre lui, et quand j'aboutis à la conclusion qu'on doit envoyer un cadet à la Douma, c'est avant tout dans le but de le compromettre <sup>7/</sup>. » Lénine, lui, considérait à juste titre que le prix était trop lourd pour un avantage électoral minime et précaire : l'obscurcissement de la conscience de classe. Pour envoyer à la Douma des députés cadets qui se volatiliseront au premier coup de force du tsar, on ne pouvait courir le risque d'émousser le premier instrument de lutte et de résistance à l'autocratie, à savoir l'organisation indépendante du prolétariat. Aussi, au nom de la clarté de la conscience de classe, rejetait-il l'argument traditionnel du vote utile et le bloc confus de l'opposition : « Le point de départ de la tactique électorale doit être l'indépendance du parti de classe du prolétariat révolutionnaire. Des exceptions à cette règle générale ne sont possibles qu'en cas de nécessité absolue et dans des conditions particulièrement restrictives <sup>8/</sup>. »

La perspective adoptée par le II<sup>e</sup> congrès du PT est sage. Elle lui permettra de s'affirmer et de se consolider, de ne pas désorienter à la première épreuve les milliers de travailleurs qui se sont tournés vers lui parce qu'ils y ont vu pour la première fois un parti vraiment de travailleurs, un parti honnête, en rupture avec

les marchandages, et qui ont commencé à assimiler cette idée neuve de l'indépendance de classe, après un demi-siècle de confusion populiste. De plus, le PT a besoin, pour conserver la légalité qu'il a conquise, de rassembler 5 % au total et plus de 3 % des voix dans au moins 9 États. Enfin, l'année qui s'ouvre ne manquera pas d'événements susceptibles de révéler ou d'illustrer la véritable fonction des autres partis politiques. Tout feu vert aux marchandages des coalitions aurait au contraire ranimé les vieux démons électoralistes et libéré une dynamique centrifuge de négociations locales menaçant l'unité d'un parti encore faiblement centralisé et non consolidé.

Il est prévisible que la ligne générale de présentation des candidats sous son propre sigle, conformément à une ligne d'indépendance de classe, ne règle pas automatiquement tous les problèmes tactiques qui peuvent se poser. Encore faut-il garder un fil à plomb, y compris dans le domaine de la tactique, et remettre le problème sur ses pieds. Le point de départ n'est pas la question des coalitions entre forces électorales, mais celui de l'unification de la classe ouvrière et des paysans exploités. Le PT ne peut prétendre représenter à lui seul le front uni achevé de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre. Compte tenu de l'origine et des caractéristiques du PMDB (et dans une moindre mesure du PDT), il n'est pas exclu de voir – au niveau local – des candidats syndicalistes, ouvriers ou paysans, combattants résolus contre la dictature, se présenter avec l'appui ou l'investiture de ces partis. Un soutien électoral, inscrit dans une politique de front unique, mais sans négociation de programme ni mélange de drapeaux, peut être alors envisageable, mais à titre d'exception, « en cas de nécessité absolue et dans des conditions particulièrement restrictives ».

### **Organiser le courant syndical classiste**

La réunion du congrès de la classe travailleuse (Conclat) a eu lieu en août dans la région de Sao Paulo. Elle a rassemblé 5 200 délégués représentant un millier de structures syndicales des usines et des campagnes. La tenue de cette réunion constitue en elle-même un défi à la loi syndicale en vigueur qui subordonne directement au ministère du Travail les syndicats de catégories et interdit tout regroupement interprofessionnel à l'échelle de la localité, de la région, ou du pays. L'initiative de la réunion revient principalement au courant *Unidade sindical* animé par le PC et une fraction de la bureaucratie jaune. Les conditions démocratiques de la préparation s'en sont durement ressenties. Ainsi, les deux tiers des participants l'étaient de droit, en tant que membres des directions syndicales en place ; un tiers seulement avait été délégué à l'issue des débats préparatoires. Malgré cela, le Conclat a démontré la vigueur de la poussée unitaire et de la radicalisation de la classe ouvrière. Ainsi, s'il a adopté des résolutions conciliatrices sur les structures syndicales existantes, il a également lié le mot d'ordre d'Assemblée constituante à la perspective de renversement de la dictature, il a rejeté toute proposition de Pacte social, il a adopté un calendrier d'action commençant par une journée d'action le 1<sup>er</sup> octobre pour préparer la grève générale, enfin et surtout, il a fixé la date d'août 1982 pour la tenue d'un congrès constitutif de la Centrale unique des travailleurs.

La tenue du Conclat a été marquée par la polarisation entre deux courants : un réformiste et collaborationniste autour d'*Unidade sindical*, et un courant combatif et classiste autour de Lula et des militants du PT. Le chantage à la division fait par le premier courant

a finalement conduit à la mise en place, pour préparer le congrès constitutif de l'an prochain, d'une commission nationale pro-Cut théoriquement paritaire entre les deux courants. En fait, la fraction réformiste s'y est assurée, par des manœuvres de coulisse, une majorité arithmétique, qui menace de vider les décisions de tout contenu et de retirer toute autorité à la commission en tant que direction provisoire. Cette opération a été facilitée par l'impréparation et la désorganisation du courant classiste au cours de la réunion. Il serait erroné d'y voir une simple carence organisationnelle du syndicalisme combatif. Il s'agit plutôt du résultat d'une hésitation de fond quant à l'orientation. Lula est en effet revenu d'Europe séduit par l'idée du pluralisme syndical. Les responsables syndicaux combattifs liés à l'Église poussent également dans cette voie. Le problème est mal posé. Si l'on entend par pluralisme, d'ores et déjà, la construction de deux ou plusieurs centrales syndicales parallèles, le mot de pluralisme ne sert qu'à masquer ce qu'il faut appeler, en toute clarté, une opération de division tournant le dos à la Centrale unique des travailleurs. À cette division, il faut au contraire opposer un véritable pluralisme, qui n'est autre que le plein exercice de la démocratie, c'est-à-dire le droit à l'existence de courants et tendances, au sein de la future centrale qui doit être unitaire et démocratique, et non pas monolithique.

Pour mener cette bataille, il faut organiser et élargir le courant classiste qui a manifesté d'énormes potentialités lors de la réunion du Conclat. Les militants du PT peuvent être les animateurs et les militants les plus dynamiques d'un tel courant, qui doit pouvoir regrouper des secteurs de syndicalistes combattifs et d'opposition syndicale qui ne se

reconnaissent pas dans le PT. La base d'un tel courant réside dans un accord sur une plateforme revendicative opposée à tout Pacte social, sur les formes de lutte et l'enracinement du mouvement syndical sur les lieux de travail (par la mise sur pied de commissions ouvrières dans les entreprises), sur la défense intransigeante d'une Centrale unique réellement démocratique. Sur ces axes, le courant classiste a un an devant lui pour étendre son influence, se consolider et disputer victorieusement la direction de la Cut au courant réformiste.

S'engager dès aujourd'hui dans la voie d'une centrale alternative, ce serait abandonner sans combat le drapeau de l'unité aux mains du réformisme. Ce serait sous-estimer les inégalités inévitables dans l'expérience et le niveau de conscience des travailleurs. La présence de plus de 5 000 délégués au Conclat représente une magnifique victoire. Mais il ne s'agit encore que d'une avant-garde syndicale. Sous le poids de la crise, des travailleurs qui n'ont pas la même expérience de lutte que les métallurgistes de l'ABC, des secteurs plus arriérés, peuvent encore être sensibles au pseudo-réalisme qui prétend accepter l'austérité salariale en échange de la stabilité (illusoire) de l'emploi. Ces secteurs ne doivent à aucun prix être abandonnés à la bureaucratie.

Enfin, les tentations en faveur d'une centrale syndicale alternative s'alimentent parfois de l'exemple de Solidarité en Pologne. L'exemple est trompeur. Le syndicat officiel polonais était l'instrument direct du parti et de la bureaucratie au pouvoir. Les forces réformistes qui ont pris l'initiative du Conclat entendent collaborer avec la dictature, elles n'en sont pas (pour l'essentiel) des agents directs. Elles n'attaquent pas de front la loi syndicale en vigueur, mais elles la remettent

de fait en question en prenant l'initiative de coordinations interprofessionnelles. Bref, elles sont aussi l'expression de certains secteurs de la classe ouvrière dont le niveau de conscience reste plus bas et limité. Un jour viendra où une montée impétueuse des luttes permettra de balayer l'appareil syndical de la dictature au profit d'une véritable centrale unique. Cela serait conforme à l'exemple polonais. Mais le développement parallèle, dès aujourd'hui, de deux confédérations rivales correspondrait plutôt à ce qu'aurait pu être une division de Solidarité dès l'origine, en un courant modéré et un courant radical.

### **Pour une centrale unique des travailleurs**

Dans son discours de clôture à la convention du PT, le 28 septembre à Brasilia, Lula déclarait : « Aujourd'hui, le mouvement syndical passe par un moment très important : la création de la Centrale unique des travailleurs (Cut). Nous appartenons à sa commission préparatoire. Alors que nous luttons pour la construction de la Centrale unique, certains nous accusent de défendre le pluralisme syndical. Ce que nous défendons, c'est avant tout la liberté pour les différentes tendances qui existent parmi les travailleurs, de se faire représenter sur le plan syndical. Mais cela ne signifie pas et ne peut pas signifier un syndicat parallèle ou une centrale de travailleurs pour chaque leader [...]. » Cette position est claire et juste. Encore faut-il qu'elle devienne effectivement la position du PT. Que le PT respecte l'autonomie organisationnelle du mouvement syndical et la souveraineté de ses décisions, c'est une chose absolument correcte. Qu'au nom de la distinction entre le politique et le syndical, il s'interdise toute position et toute perspective commune pour ses militants dans l'action syndicale, c'en serait une autre,

complètement fausse. Elle reviendrait à transformer le PT en une machine électorale et parlementaire d'un côté, et à laisser ses militants sans fil à plomb face à la politique syndicale, elle bien définie, des réformistes et de la bureaucratie syndicale. Elle constituerait en outre une entorse à la démocratie au sein même du PT. Car, lorsque Lula, Dutra ou Jaco Bitar interviennent publiquement en tant que syndicalistes, les travailleurs ne font pas la distinction de casquettes, et ils engagent de fait la responsabilité du parti, sans que ce soit le résultat d'une discussion et d'une décision démocratique en son sein. C'est pourquoi, l'une des décisions les plus positives du II<sup>e</sup> congrès, le 9 août, réside dans l'adoption de trois résolutions ; l'une en faveur de la convocation d'une réunion nationale des militants syndicaux du parti afin de « débattre et unifier l'action des militants du PT dans le mouvement syndical » ; une autre en faveur d'une rencontre des militants travailleurs ruraux ; une dernière enfin pour une réunion (qui a déjà eu lieu) des militants du PT délégués au Conclat.

Si le courant syndical classiste ne doit pas se réduire aux militants du PT ces derniers peuvent en être la clef de voûte et le levier nécessaires. Ou bien le PT se construira comme force organisée dans le mouvement syndical, ou bien il ne se consolidera pas comme véritable parti ouvrier militant.

L'objectif de la bataille engagée est bien la construction d'une centrale unique et démocratique. Ce mot d'ordre doit être considéré comme un but décisif à atteindre et non comme une manœuvre unitaire inévitable. Personne ne peut garantir que cette centrale verra le jour. La division peut l'emporter. Lorsqu'ils sont battus, les bureaucrates réformistes préfèrent dans la plupart des cas choisir la division que se soumettre à la règle de la majorité. Mais

qu'ils portent alors – clairement et aux yeux de tous – la responsabilité de cette division. Car elle constituerait une défaite et un handicap durable pour la lutte de tout le mouvement ouvrier. Quoi qu'il en soit, la construction d'un courant syndical classiste ne part pas d'un pronostic. Elle part d'une nécessité. Elle constitue le meilleur instrument de lutte pour la Centrale unique, le mieux à même de rassembler ceux qui seraient prêts à y tourner le dos, à se résigner à un auto-isolément gauchiste ou sectaire s'ils ne rencontraient pas un outil leur permettant de faire face efficacement et de façon organisée aux manœuvres les plus écœurantes de la bureaucratie réformatrice. Elle permettra également de faire face à toute initiative de division et à ses conséquences. À travers ce courant, la lutte pour l'unité syndicale doit rester le but résolu du PT. Car le pire, dans la situation actuelle, serait de se résigner à la division sur le terrain syndical et à la conciliation sur le terrain électoral. Ce serait manquer en même temps à la lutte pour l'unité et pour l'indépendance naissantes de la classe ouvrière brésilienne.

### **La question des mots d'ordre**

La réunion du Conclat comme les manifestations de la journée d'action du 1<sup>er</sup> octobre ont illustré une tendance à la polarisation entre deux mots d'ordre centraux : la Constituante pour le courant réformatrice (PC et bureaucrates syndicaux) et la grève générale pour le courant animé par le PT. Cette polarisation est dangereuse parce qu'elle est fautive. Les deux mots d'ordre ne sont pas contradictoires mais nécessaires chacun à sa façon.

Lors de ses deux premiers congrès, en 1980 et 1981, le PT n'a pas retenu le mot d'ordre

9/ Interview de Lula sur le mot d'ordre de Constituante et la grève générale, *Inprecor*, n° 111, du 26 octobre 1981.

d'Assemblée constituante. Ce refus exprime la méfiance de militants ouvriers et syndicalistes combattifs envers un mot d'ordre qui peut leur apparaître trop politicien, et une diversion possible par rapport à l'action et aux luttes concrètes. Leur méfiance est d'autant plus compréhensible que le PC et certains secteurs du PMDB ont manifesté leur désir d'accommoder le mot d'ordre dans le sens d'une « Constituante avec Figueiredo », autrement dit de la vider de tout contenu réellement démocratique en renonçant par avance à sa souveraineté. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante libre et souveraine est pourtant plus nécessaire que jamais, en tant que mot d'ordre démocratique radical, au moment où se fait sentir l'omniprésence de l'appareil militaire de la dictature, où l'avenir de l'«*ouverture*» graduelle est incertain, où les manipulations légales imaginées par le gouvernement vont dénaturer les élections de 1982, si toutefois elles ont lieu... Un tel mot d'ordre est indispensable pour unifier politiquement la lutte contre la dictature au moment où, sous le poids de la crise et devant la difficulté des luttes revendicatives locales et dispersées, un nombre croissant de travailleurs, sans devenir pour autant des révolutionnaires, éprouveront la nécessité d'une solution politique d'ensemble.

Le Conclat a fait sien le mot d'ordre d'Assemblée constituante en le liant au renversement de la dictature. Lula a vu dans cette prise de position l'occasion de préparer un réajustement de la propre position du PT : « Je considère que la défense de la Constituante est correcte si on tire au clair le fait qu'elle ne pourra exister que dans la mesure où le régime militaire sera renversé 9/ »

Le mot d'ordre de Constituante sans autre précision peut en effet prêter à ambiguïté, puisque les réformatrices ont pu le traduire en

« Constituante avec Figueiredo », c'est-à-dire en une formule de pacte de collaboration avec la dictature. Mais le véritable mot d'ordre démocratique complet, celui d'Assemblée constituante libre et souveraine, est incompatible avec le maintien d'une dictature qui entendrait inévitablement restreindre sa liberté et mettre sa souveraineté en tutelle.

Sous une dictature et dans un pays dominé par l'impérialisme, toute revendication démocratique sérieuse exige pour aboutir des moyens révolutionnaires. Le révolutionnaire le sait d'avance, le démocrate sincère ne le sait pas encore. Il le découvrira à l'expérience. C'est pourquoi il n'y a aucun préalable à l'action commune de tous ceux qui sont prêts à se mobiliser réellement pour une Constituante libre et souveraine. C'est en ce sens que le PT doit faire sien ce mot d'ordre. S'il ne le fait pas, il court le risque d'osciller, au cours de l'année électorale qui s'ouvre, entre le propagandisme général en faveur du socialisme (qui plaira aux secteurs déjà les plus conscients et radicalisés), et l'économisme des revendications immédiates sans perspective politique d'ensemble. Il ferait en ce cas un magnifique cadeau au PMDB en lui abandonnant le monopole du principal mot d'ordre démocratique politique. Or, il ne faut pas oublier qu'une campagne électorale doit être l'occasion d'une grande campagne d'agitation et non une simple campagne salariale ou une campagne de propagande. Elle vise des millions de travailleurs des villes et des campagnes, bien au-delà des 250 000 affiliés du PT, et qui n'ont pas atteint leur niveau d'expérience et de conscience.

Lancé par Lula à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 1981, le mot d'ordre de grève générale exprime une aspiration parfaitement juste à sortir du cadre des luttes corporatives, à dépasser leur morcellement par catégories professionnelles et

régions qui détériore le rapport de force face à un patronat et un gouvernement centralisés et musclés. L'écho de ce mot d'ordre auprès d'une large couche de travailleurs combatifs s'est vérifié aussi bien au cours du Conclat, qui l'a repris à son compte, que dans les manifestations du 1<sup>er</sup> octobre. Il faut cependant reconnaître qu'il ne s'agit encore que d'une avant-garde, et les résultats modestes du 1<sup>er</sup> octobre en tant que première journée d'action nationale (même si la bureaucratie réformatrice porte une lourde responsabilité dans sa mauvaise préparation) indiquent l'ampleur du chemin à parcourir sur la voie de la préparation effective d'une grève générale. Il importe maintenant de définir les premiers pas et les premières médiations (mise sur pied de commissions intersyndicales pour coordonner les négociations salariales, synchronisation des luttes et des initiatives par catégories et régions). Sinon le mot d'ordre de grève générale risque de se vider de son contenu, d'apparaître de plus en plus comme fixant un objectif souhaitable mais hors de portée, et même de servir d'alibi radical à ceux qui ne seraient pas décidés à entreprendre ici et maintenant des luttes plus limitées et modestes, à travers lesquelles de nouveaux secteurs de travailleurs s'incorporeront à la lutte et prendront confiance en leur propre force.

### **La construction du PT**

Pour l'année qui vient, la bataille organisationnelle est pour le PT aussi importante que les autres batailles politiques. Il devra s'étendre en poursuivant l'effort d'affiliation et se renforcer en multipliant la formation de noyaux militants. Accaparé par l'effort gigantesque pour

arracher les conditions de sa légalisation, le parti n'a pas encore été trempé dans l'organisation de mobilisations et campagnes militantes. Les tentatives dans ce sens, comme les initiatives contre le procès de Lula et la loi de sûreté nationale (LSN), n'ont abouti qu'à des résultats médiocres au regard de l'enjeu.

La campagne électorale est décisive et elle va offrir une perspective d'activité naturelle au PT en même temps qu'elle va constituer sa première grande expérience militante. Le danger existe que le PT glisse à cette occasion du côté de la grande machine électorale et que les différenciations tactiques en son sein, par courants politiques et par régions, le tirent à nouveau du côté du simple front électoral au détriment de sa consolidation comme véritable parti. La lutte contre ce danger est bien évidemment d'abord politique. Son efficacité dépend pour beaucoup des choix qui seront faits dans la tactique électorale et dans la bataille syndicale. Mais elle dépend aussi de la consolidation de la colonne vertébrale militante du PT : les noyaux qui sont la base de son fonctionnement démocratique. Or, pour comprendre et pour agir, pour discuter et se mobiliser, pour homogénéiser leur combat, ces noyaux auront de plus en plus besoin d'un organe unificateur, de débat et d'orientation : d'un journal du PT. La capacité de la direction à doter le parti de cet instrument sera un test de sa maturité et de la maturité du parti lui-même.

Dans son discours de clôture à la Convention de légalisation du PT, Lula rappelle à juste titre – contre tous les sceptiques – les succès énormes remportés en deux ans à peine par le PT, dans la campagne d'affiliation

et dans la bataille pour la légalisation. Ces victoires prouvent que le PT répond à un profond besoin des travailleurs, qu'il est viable, et qu'il peut remporter de nouvelles victoires éclatantes dont les conséquences déborderaient largement le cadre pourtant vaste du Brésil. Mais ces deux années de progrès continus ne doivent pas engendrer une euphorie trompeuse. Maintenant se posent les problèmes d'orientation décisifs. Maintenant les difficultés commencent.

Depuis le début, les marxistes révolutionnaires ont défendu la perspective et la nécessité du Parti des travailleurs. Ils ont œuvré pratiquement à la construction d'un parti véritable, unitaire et indépendant de la bourgeoisie, et non d'un simple front ou d'une simple mosaïque électorale. Ils se sont mobilisés avec énergie pour que le PT arrache à la dictature les conditions de sa légalisation.

Conformément à cet engagement loyal dans la construction du PT, et conformément au droit de tous à y défendre leur point de vue dans le respect de sa plate-forme et de ses structures, ils exprimeront en toute clarté, sur chacune des questions clefs et des échéances décisives, leurs positions et leurs propositions, de façon constructive. Sans introduire des discussions prématurées ou des discussions artificielles, en fonction de l'expérience accumulée et des problèmes de l'heure, ils s'efforceront par leur contribution et par leur pratique de devenir une boussole pour tous ceux qui veulent développer le PT en restant fidèles à son principe fondateur : l'indépendance de classe.

*Inprecor* n° 112 du 9 septembre 1981